

I. Une nouvelle frontière pour le Kenya et l'Afrique

Paru le 8 janvier 2014 sur iMFdirect



[Christine Lagarde](#)

Pour la troisième année consécutive, fidèle à ma tradition, j'ai commencé la nouvelle année par une visite en Afrique subsaharienne, région véritablement riche de promesses! Tandis que l'économie mondiale se débattait avec la crise dans les pays avancés, l'Afrique a tranquillement continué d'enregistrer une croissance vigoureuse tirée par un secteur privé dynamique et l'afflux d'investissements étrangers. Pendant la décennie écoulée, l'Afrique subsaharienne a affiché des taux de croissance annuels de 5,6 % en moyenne. Les pays d'Afrique de l'Est se sont montrés particulièrement performants. Quel meilleur endroit, donc, que le Kenya pour entamer mes voyages cette année? En effet, le Kenya fait désormais partie des «pays pionniers» de la région, qui, grâce à leurs résultats récents, sont en passe d'acquérir le statut de pays à revenu intermédiaire.



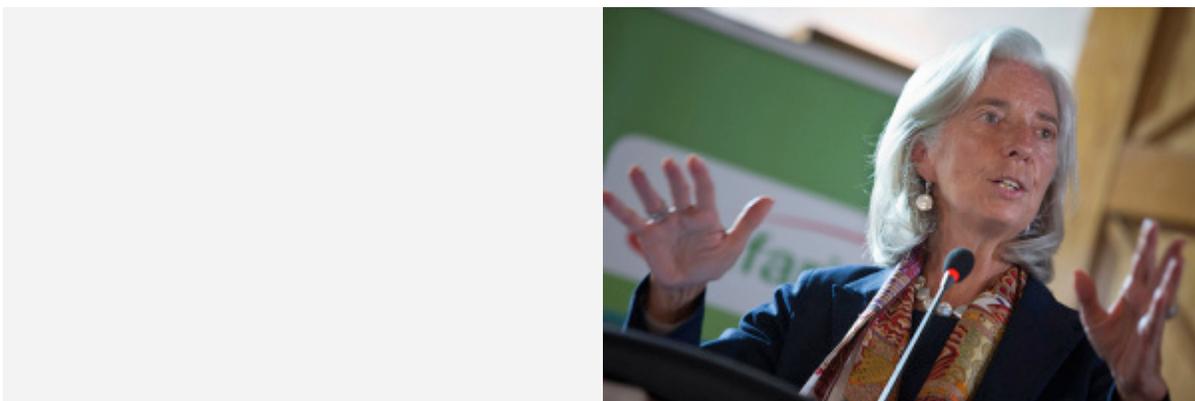
La Directrice générale du Fonds monétaire international, Christine Lagarde, se promène avec des enfants après avoir visité le Nest Home, un orphelinat et foyer de réinsertion pour enfants, le 7 janvier 2014, dans la capitale kényane, Nairobi. M^{me} Lagarde effectue un voyage en Afrique, pendant lequel elle visitera deux pays. Photo FMI/Stephen Jaffe

Le Kenya a connu une histoire économique étonnante. Il figure aujourd'hui parmi les cinq premières destinations de l'investissement direct étranger en Afrique et ses entreprises font preuve d'un dynamisme remarquable, surtout dans le secteur des services, qui aide à transformer le pays en un pôle régional. La mise en place réussie de la téléphonie mobile au Kenya a accéléré l'expansion des opérations bancaires en ligne. C'est le pays d'Afrique subsaharienne où les services financiers sont accessibles à la plus forte proportion de la population (plus de 70 %). Ce dynamisme saute aux yeux dans les rues grouillantes de Nairobi. J'ai été frappée par la vitalité et l'esprit d'entreprise des gens sur les marchés. C'est un pays qui bouge!



La Directrice générale du Fonds monétaire international, Christine Lagarde, s'adresse aux Parlementaires à Nairobi, le 7 janvier 2014. M^{me} Lagarde effectue un voyage en Afrique, pendant lequel elle visitera deux pays. Photo FMI/Stephen Jaffe

Lorsque j'ai rencontré les leaders du Kenya, en particulier son président, Uhuru Kenyatta, les représentants des entreprises, les parlementaires, les personnalités féminines et les acteurs influents de la société civile, j'ai été frappé par leur ferme volonté d'appliquer les politiques qui permettront au pays de faire de ses réussites récentes le socle de sa prospérité future. De l'avis général, les réformes économiques qui ont déjà conduit à une inflation basse, renforcé les amortisseurs budgétaires et accru les flux de capitaux doivent être poursuivies et même intensifiées. Cela est important pour que la croissance soit plus durable — surtout en ouvrant de nouveaux débouchés et en créant des emplois pour la population jeune du Kenya — et pour faire en sorte que les bienfaits de la croissance soient mieux répartis et profitent à tous les Kényans.



La Directrice générale du Fonds monétaire international, Christine Lagarde, s'exprime à l'Alliance du secteur privé du Kenya devant «Mindspeak», un forum de jeunes entrepreneurs, le 6 janvier 2014. M^{me} Lagarde effectue un voyage en Afrique, pendant lequel elle visitera deux pays. Photo FMI/Stephen Jaffe

Lors de ma rencontre avec de jeunes entrepreneurs kényans à Nairobi, j'ai évoqué les actions à mener en priorité pour mettre à profit la dynamique engagée dans le pays, en insistant sur trois en particulier :

- *mener à bien la décentralisation budgétaire.* Comme le prévoit la nouvelle constitution, le Kenya est en train de passer à une nouvelle forme de gouvernement décentralisé. Ce processus comporte des risques considérables et il est indispensable qu'il soit mis en œuvre avec soin pour que toutes les régions du Kenya aient accès aux ressources budgétaires et pour garantir que les bienfaits de la croissance soient répartis de façon plus équitable.

- *combler le manque d'infrastructures*. Les besoins en infrastructures du Kenya sont encore énormes. Pour que le pays décolle, il est d'autant plus important d'investir dans les routes, les voies ferrées, la production d'électricité et tous les autres rouages d'une économie moderne. Les richesses naturelles nouvellement découvertes dans le pays, si elles sont gérées de façon avisée et transparente, offrent l'occasion d'investir pour la croissance et la création d'emplois.
- *poursuivre l'intégration régionale*. L'intégration régionale peut offrir à l'Afrique de l'Est la perspective de nouveaux marchés et de nouvelles possibilités. Le Kenya a montré la voie à suivre à cet égard; c'est aujourd'hui le deuxième investisseur de la région. En novembre dernier, les chefs d'État de la Communauté de l'Afrique de l'Est (Burundi, Kenya, Ouganda, Rwanda et Tanzanie) [ont signé](#) un protocole d'union monétaire qui ouvre la voie à l'adoption à terme d'une monnaie commune. C'est là une perspective prometteuse, mais c'est aussi un grand défi. Les enseignements tirés de l'expérience d'autres régions pourront être très utiles pour mener à bien cette entreprise.

Tout cela me donne foi en l'avenir du Kenya. C'est un pays qui a connu des difficultés extraordinaires ces dernières années, avec notamment les effets de la crise mondiale, la sécheresse dans la Corne de l'Afrique et l'attentat terrible de septembre dans le centre commercial de Westgate. Le peuple kényan a traversé toutes ces épreuves avec une force d'âme et un courage exemplaires. Le FMI est resté à ses côtés, en lui apportant un soutien financier et des conseils de politique économique. Nous continuerons de soutenir les Kényans au moment où s'ouvre un nouvel avenir pour leur pays et pour l'Afrique.